



CTSD du 07 février 2019
Déclaration liminaire de la FSU95 et de ses syndicats

Monsieur le directeur académique, mesdames et messieurs,

Le CTSD se réunit à nouveau aujourd'hui suite au vote unanime de l'ensemble des organisations syndicales représentées dans notre département contre la proposition de DG pour septembre 2019 que vous nous avez présenté la semaine dernière.

Tout d'abord, la FSU et ses syndicats sont extrêmement surpris et choqués par la convocation que nous avons reçue.

Monsieur le Directeur académique vous nous avez convoqués pour un CTSD de repli ! Or il s'agit en réalité d'une nouvelle instance, pas d'un repli ! Est-ce là une façon de vouloir nous obliger à siéger en nous indiquant que vous souhaitez tenir l'instance sans quorum ?

La proposition de DG que vous nous présentez aujourd'hui est identique à celle de la semaine dernière ! Elle est donc tout aussi inacceptable !

Depuis que les informations arrivent dans les établissements – les chefs d'établissement ayant souvent convoqué des conseils pédagogiques – nos collègues sont en colère, car ils se rendent bien compte qu'ils auront encore moins de moyens pour travailler !

Malgré votre engagement lors de cette instance la semaine dernière et plusieurs contacts téléphoniques avec vos services, il a fallu que nous intervenions auprès du Rectorat pour faire respecter le calendrier: aucune commission permanente, aucun conseil d'administration ne se tiendra avant ce CTSD ! Nous sommes ravis qu'enfin un « changement de cap » s'opère dans le département.

L'objectif principal des réformes Blanquer est parfaitement ostensiblement d'ordre budgétaire, il s'agit de faire des économies sur les dos des élèves et des personnels ! Le tout en cassant le service public d'Éducation ! Ce gouvernement aveuglé par son dogmatisme néolibéral souhaite avant tout transférer au secteur privé des pans entiers des services publics afin d'enrichir encore plus les actionnaires et autres spéculateurs au détriment des classes moyennes et populaires.

Il est plus que temps que le président et le gouvernement prennent conscience de l'opposition populaire à ses dérives néolibérales et autoritaristes.

L'intégration de nombreux éléments de l'état d'urgence à la loi ordinaire, la loi anticasseur, l'article 1 de la mal nommée « loi de l'école de la confiance » sont autant d'éléments prouvant cette dérive autoritariste et de restriction de nos libertés fondamentales. Il s'agit de mesures d'un pouvoir aux abois, mais refusant de renoncer à sa politique de classe au profit des plus riches.

Pourtant plusieurs centaines de milliers de personnes ont défilé mardi 5 dans toute la France dont trente mille à Paris. La casse accélérée de l'Éducation nationale ne fera pas baisser le rejet des politiques actuelles, bien au contraire. Elle va aggraver le déterminisme social qui ronge le lien social pourtant fondamental pour maintenir la cohésion sociale.

La FSU-95 continuera à s'opposer à ces politiques néolibérales antisociales et restera à l'initiative des mouvements sociaux de défense de services publics de qualité qui ne sont pas une dépense, mais une chance et une indispensable ressource pour la nation.

La FSU-95 remercie les personnels qui siègent à nouveau dans cette instance, nous ne sommes pas face à eux, mais à leurs côtés.

Monsieur le directeur académique, mesdames, messieurs je vous remercie de votre attention.